



**CONVENTION DE COOPERATION SCIENTIFIQUE
ENTRE
LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE – CNRS
ET
LE DEPARTEMENT NATIONAL DE LA SCIENCE,
TECHNOLOGIE, ET INNOVATION DE LA REPUBLIQUE
DE COLOMBIE – COLCIENCIAS**



**Departamento Administrativo de
Ciencia, Tecnología e Innovación
Colciencias**
República de Colombia

Le **Centre National de La Recherche Scientifique**, ci-après désigné **CNRS**, institution publique à caractère scientifique et technologique, domicilié à 3, rue Michel-Ange, 75016 Paris, France, représenté par son Président, M. Alain Fuchs.

ET,

Le **Département Administratif de la Science, la Technologie et l'Innovation**, ci-après désigné **COLCIENCIAS**, domicilié à la Carrera 7b bis N° 132-28, à Bogotá, Colombie, représenté par son Directeur Général, M. Jaime Restrepo Cuartas, nommé par le décret N° 3102 du 19 août 2010, et ayant pris fonctions le 23 août 2010.

Ci-après désignés « Les Parties »,

Souhaitant promouvoir, développer et renforcer les relations entre les deux pays dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation ;

Reconnaissant l'importance de promouvoir et de renforcer le développement des programmes spécifiques de coopération en science, technologie, et innovation, et la formalisation des activités liées à l'échange de l'information et aux expériences scientifiques et technologiques entre les deux pays ;

Considérant les dispositions de l'Accord Cadre de Coopération Culturelle entre les gouvernements de la République de Colombie et de la République Française, signé à Paris le 13 juin 1979.

Conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention ci-après dénommée « la Convention » est de définir le cadre juridique au moyen duquel les Parties établiront des accords spécifiques de coopération scientifique, technologique et d'innovation, ainsi que tout autre instrument pertinent pour développer des activités, projets et programmes.

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA COOPERATION

Les Parties conviennent d'élaborer de manière non exclusive, des programmes et/ou des projets spécifiques identifiés comme prioritaires.

ARTICLE 3 : MODALITES DE COOPERATION

Les Parties conviennent que les activités de coopération, en vertu de la Convention, seront mises en oeuvre par le biais des actions suivantes :

- a. Formulation et la mise en œuvre de projets de recherche et d'innovation conjoints ;
- b. Coopération en termes d'échange d'information et de documentation scientifique, comprenant également l'échange de publications et de revues scientifiques ;
- c. Organisation de conférences bilatérales, de séminaires, et d'ateliers pour identifier des projets d'intérêt commun, et dresser un bilan de la coopération menée à travers les projets engagés ;
- d. Echange de personnel : chercheurs, enseignants-chercheurs, chercheurs post-doctorants, et, si nécessaire, étudiants de doctorat travaillant dans les laboratoires de l'une ou l'autre Partie ;
- e. Collaboration à travers des Programmes Internationaux de Coopération Scientifique (PICS), des Groupes Internationaux de Recherche (GDRI), des Laboratoires Internationaux Associés (LIA) et des Unités Internationales Mixtes (UMI) ;
- f. Echange d'informations et d'expériences concernant la gestion des politiques en matière de Science, de Technologie et d'Innovation ;
- g. Echange d'informations et d'expériences concernant la structuration des Systèmes Nationaux en matière de Science, de Technologie et d'Innovation ;
- h. Echange d'informations et d'expériences concernant les Systèmes Nationaux d'Evaluation des projets de recherche et d'innovation ;
- i. Transfert de l'information pour le renforcement de la coopération régionale ;
- j. Autres modalités convenues entre les Parties.

L'application de la Convention n'oblige pas les Parties à mener des projets dans toutes les modalités de coopération présentées dans cet article.

Les Parties ne sont pas tenues de collaborer aux activités pour lesquelles il existe une interdiction interne émanant d'une loi, norme institutionnelle ou habitude.

ARTICLE 4 : PROGRAMMES ET/OU PROJETS SPECIFIQUES DE COOPERATION

Les Parties présenteront des programmes et/ou projets spécifiques de coopération, conformément aux activités à développer. Une fois formalisés, ces projets et programmes seront joints à la convention, sur la base des informations suivantes :

- a) objectifs
- b) calendrier d'exécution
- c) allocation des ressources et des matériaux
- d) financement
- e) responsabilités de chaque partie
- f) diffusion des résultats
- g) toute autre information jugée pertinente par les Parties.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT

L'exécution de la Convention sera soumise aux disponibilités budgétaires annuelles des Parties et à la législation en vigueur. La Convention ne représente pas un engagement financier pour les années à venir.

Les Parties pourront recourir à différents mécanismes de financement, colombiens ou français, pour la réalisation des programmes spécifiques de coopération menés dans le cadre de la Convention.

ARTICLE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les Parties conviennent que les actions développées dans le cadre de la Convention qui donnent lieu à des produits de valeur commerciale et à des droits de propriété intellectuelle sont régies conformément aux législations nationales de chacune des Parties et aux accords internationaux en vigueur applicables à la République Française et à la République de Colombie.

Les droits de propriété intellectuelle relative à toute la création développée dans le cadre de la Convention appartiennent en copropriété aux Parties et feront l'objet d'une convention spécifique entre les Parties.

La participation aux résultats de l'exploitation commerciale de la création protégée sera définie dans une convention différente entre les Parties, même dans le cas d'un transfert d'exploitation à des tiers.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni diffuser l'information scientifique, technique ou commerciale, résultat de cette collaboration, et notamment l'information appartenant à l'une des Parties qui existait avant la mise en œuvre de la Convention, et dont l'autre Partie aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution de la Convention, sauf dans les cas suivants:

- a) Quand l'information est publique, ou a été transmise à l'autre Partie ;
- b) Quand l'information est déjà en possession des Parties et n'est pas considérée comme confidentielle.

ARTICLE 8 : PUBLICATIONS

Chaque Partie s'engage à fournir à l'autre Partie toute l'information nécessaire à l'exécution du travail de recherche conjoint, sous réserve du respect des droits des tiers. Les résultats scientifiques seront publiés selon les modalités en vigueur, avec l'accord de tous les participants actifs du projet.

Les publications, résultat du travail conjoint, mettront en valeur les liens entre le CNRS et COLCIENCIAS sous la forme suivante : « Recherches réalisées dans le cadre de la coopération CNRS-COLCIENCIAS ».

Pendant la durée de la Convention et les deux années suivantes, chaque Partie s'engage à notifier à l'autre Partie l'ensemble des ouvrages publiés dans le cadre de cette coopération.

Aucune publication ou diffusion de résultats ne pourra être retardée plus de trois (3) mois, sauf si elle contient des informations d'intérêt industriel, commercial ou stratégique pour l'une des Parties.

Chaque Partie garantira que l'information concernant les projets de recherche est conservée sur des documents digitaux.

ARTICLE 9 : PROTECTION DE L'INFORMATION

Les Parties devront informer par écrit le comité de coordination des mesures à prendre si, au cours des activités de coopération développées dans le cadre de la Convention, l'information ou l'équipement qui doivent être protégés ou classifiés requièrent des mesures de protection et de classification.

Le transfert de l'information, des matériaux et de l'équipement qui ne sont pas protégés sera soumis à la législation nationale en vigueur dans chaque pays. Ce transfert devra être identifié.

ARTICLE 10 : COMITE DE COORDINATION

Un comité de coordination composé de représentants de chaque Partie aura la responsabilité de piloter et de coordonner les activités mentionnées dans la Convention. Il doit également proposer les meilleures conditions pour leur application. Chaque Partie désignera un coordonnateur qui fera partie du comité de coordination. Ce comité se réunira aux dates et lieu convenus pour évaluer l'application de la Convention.

COLCIENCIAS désigne un représentant de la Direction de Promotion de la Recherche, et le CNRS désigne un représentant de la Direction de l'Europe de la Recherche et de Coopération Internationale.

ARTICLE 11 : PERSONNEL

Les Parties conviennent que le personnel désigné par chacune des parties pour la mise en œuvre de la Convention devra demeurer sous la direction de l'institution à laquelle il appartient, afin de maintenir les relations de travail avec elle. Par conséquent, aucune relation de travail ne sera constituée avec l'autre Partie, qui en aucun cas ne sera considérée comme un employeur suppléant.

ARTICLE 12 : ENTREE ET SORTIE DES PARTICIPANTS

Chaque Partie prend toutes les dispositions nécessaires afin de favoriser l'entrée, le séjour et le départ des participants qui sont officiellement impliqués dans les projets de coopération au titre de la Convention. Ces participants seront soumis aux dispositions migratoires, fiscales, douanières, sanitaires et de droit de la sécurité nationale en vigueur dans le pays d'accueil et ne pourront pas exercer une activité différente sans l'autorisation préalable des autorités compétentes dans ce

domaine. Les participants quitteront le pays hôte selon des modalités conformes aux lois et dispositions de ce pays.

ARTICLE 13 : SOLUTION DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'interprétation ou l'application de la Convention, celui-ci sera réglé par les Parties d'un commun accord et à l'amiable.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS FINALES

La Convention est valable pour une période de trois (3) ans à partir de la date de sa signature. Après évaluation des résultats des activités menées dans le cadre de la Convention, celle-ci pourra être renouvelée par avenant, pour une période identique.

Les Parties peuvent dénoncer la Convention à tout moment à condition de respecter un préavis écrit de trois (3) mois.

Fait à Cartagena, Colombie, le vingt huit (28) octobre deux mille onze (2011) en quatre (4) exemplaires originaux, deux (2) en français et deux (2) en espagnol.

POUR LE CNRS

POUR COLCIENCIAS

ALAIN FUCHS

JAIME RESTREPO CUARTAS

PRESIDENT

DIRECTEUR GENERAL

Par délégation

Jean-François Marini

Directeur du Bureau CNRS Amérique Latine



**CONVENIO DE COOPERACIÓN CIENTÍFICA
ENTRE
EL DEPARTAMENTO NACIONAL DE CIENCIA,
TECNOLOGÍA E INNOVACIÓN DE LA REPÚBLICA DE
COLOMBIA - COLCIENCIAS
Y
EL CENTRO NACIONAL DE INVESTIGACIONES
CIENTÍFICAS
DE LA REPÚBLICA FRANCESA - CNRS**



**Departamento Administrativo de
Ciencia, Tecnología e Innovación
Colciencias**

República de Colombia

El **Departamento Administrativo de Ciencia, Tecnología e Innovación**, en adelante COLCIENCIAS con dirección en carrera 7 b bis No. 132 – 28, en Bogotá, Colombia, representado por su Director General, Jaime Restrepo Cuartas, nombrado mediante decreto No. 3102 del 19 de agosto del 2010, y posicionado mediante acta de fecha 23 de agosto del 2010.

Y,

El **Centre National de la Recherche Scientifique**, en adelante denominado **CNRS**, institución pública de carácter científico y tecnológico, con dirección en 3, rue Michel-Ange, 75016-Paris, Francia, representado por su Presidente, Alain Fuchs.

En adelante denominados “Las Partes”;

DESEOSOS de promover, desarrollar y fortalecer las relaciones entre ambos países en materia de ciencia, tecnología e innovación entre los dos países;

RECONOCIENDO la importancia de fomentar e intensificar el desarrollo de programas específicos de cooperación en ciencia, tecnología e innovación, y la normalización de actividades relativas al intercambio de información y experiencias científicas y tecnológicas ente los dos países; y

CONSIDERANDO las disposiciones del Acuerdo Marco de Cooperación Cultural entre los Gobiernos de la República de Colombia y la República Francesa, firmado en Paris, el 13 de junio de 1979;

Han acordado lo siguiente:

ARTÍCULO 1: OBJETO

El objeto del presente convenio llamado en adelante “Convenio” es definir el marco jurídico mediante el cual las Partes establecerán Convenios Específicos de Cooperación Científica, Tecnológica y de Innovación; así como cualquier otro instrumento pertinente para desarrollar actividades, proyectos y programas conjuntos.

ARTÍCULO 2: ÁMBITO DE LA COOPERACIÓN

Las Partes convienen en desarrollar de manera no exclusiva, programas y/o proyectos específicos para las áreas identificadas como prioritarias.

ARTÍCULO 3: MODALIDADES DE COOPERACIÓN

Las Partes convienen que las actividades de cooperación en virtud del Convenio se realizaran a través de las siguientes modalidades:

- a) Formulación y ejecución de proyectos conjuntos de investigación e innovación;
- b) Cooperación en materia de intercambio de información y documentación científica, incluyendo el intercambio de publicaciones y revistas científicas;
- c) Organización de conferencias bilaterales, seminarios y talleres, para ayudar a identificar proyectos de interés común y para hacer un balance de la cooperación que se realice a través de los proyectos;
- d) Intercambio de personal: investigadores, docentes investigadores, investigadores postdoctorales, y si es necesario, los estudiantes de doctorado que trabajan en laboratorios en una u otra Parte;
- e) Colaboración a través de Programas Internacionales de Cooperación Científica (PICS), de Grupos Internacionales de Investigación (GDRI), de Laboratorios Internacionales Asociados (LIA) y de Unidades Internacionales Mixtas (UMI);
- f) Intercambio de información y experiencias en la gestión de políticas de Ciencia, Tecnología e Innovación.
- g) Intercambio de información y experiencias sobre la estructuración de los Sistemas Nacionales de Ciencia, Tecnología e Innovación de cada una de las partes.
- h) Intercambio de experiencias e información respecto a los Sistemas Nacionales de Evaluación de proyectos de investigación e innovación.
- i) Transferencia de información para el fortalecimiento regional
- j) Las demás que acuerden las Partes.

La aplicación del Convenio no obliga a las Partes a establecer proyectos en todas las modalidades de cooperación a que se refiere el presente Artículo

Las Partes no estarán obligadas a colaborar en aquellas actividades respecto de las cuales exista prohibición interna bien derivada de una ley, norma institucional o costumbre.

ARTÍCULO 4: PROGRAMAS Y/O PROYECTOS ESPECIFICOS DE COOPERACIÓN

Las Partes formularán programas y/o proyectos específicos de cooperación, teniendo en cuenta las actividades a desarrollar, los cuales una vez formalizados, pasarán a formar parte del Convenio, debiendo incluir la siguiente información:

- a) objetivos;
- b) calendario de ejecución;
- c) asignación de recursos y materiales;
- d) financiamiento;
- e) responsabilidades de cada Parte;
- f) difusión de los resultados;
- g) cualquier otra información que consideren pertinentes las Partes.

ARTÍCULO 5: FINANCIAMIENTO

La ejecución del Convenio, estará sujeta a la disponibilidad presupuestal anual de las Partes y su legislación aplicable. El Convenio no representa un compromiso financiero para los ejercicios posteriores.

Las Partes podrán utilizar mecanismos alternos de financiación, colombianos y franceses para la realización de los programas específicos de cooperación llevados a cabo en virtud del Convenio.

ARTÍCULO 6: DE LA PROPIEDAD INTELECTUAL

Las Partes acuerdan que las acciones desarrolladas en el marco del Convenio que generan productos de valor comercial y derechos de propiedad intelectual, se regirán por la legislación nacional de cada una de las Partes y los convenios internacionales en vigor aplicables a la República de Colombia y la República Francesa.

Se aplicará la copropiedad sobre los derechos de propiedad intelectual sobre toda creación desarrollada que pudiera resultar del Convenio. Esos derechos serán objeto de un convenio específico entre las Partes.

La participación en los resultados de la explotación comercial de la creación protegida se definirá en un convenio por separado entre las Partes, incluso en los casos en que haya una transferencia de derechos de explotación a terceros.

ARTÍCULO 7: CONFIDENCIALIDAD

Cada Parte se compromete a no publicar, ni divulgar por cualquier medio la información científica, técnica o comercial, resultante de esta colaboración y, en particular, la información que antes del inicio de la vigencia del Convenio pertenecía a una de las Partes, de la cual hubiera podido tener conocimiento la otra Parte durante el curso de la ejecución del Convenio, excepto aquellos casos en que:

- a) la información sea del dominio público, o bien que ya hubiera sido comunicada a la otra Parte;
- b) la información ya esté en posesión de las Partes o haya sido comunicada a la otra Parte, y no esté catalogada como confidencial.

ARTÍCULO 8: PUBLICACIONES

Cada Parte se compromete a otorgar a la otra Parte, toda la información necesaria para la ejecución del trabajo de investigación conjunta, respetando los derechos de terceros. La publicación de los resultados científicos se basará en el uso de la comunicación científica, previo acuerdo de todos los participantes activos en el proyecto.

Las publicaciones resultado del trabajo conjunto, mostrará el enlace con el CNRS y COLCIENCIAS, denominado: "Investigaciones realizadas en el marco de la cooperación CNRS-COLCIENCIAS".

Durante la vigencia del Convenio y los dos años siguientes, cada Parte se compromete a notificar a la otra Parte todas las obras publicadas en el marco de esta cooperación.

Ninguna publicación o divulgación de los resultados podrá demorarse más de tres (3) meses, a menos que contenga información de interés de naturaleza industrial, comercial o estratégica de alguna de las Partes.

Cada parte se encargará de garantizar que la información de los proyectos de investigación se custodie en repositorios digitales.

ARTÍCULO 9: PROTECCIÓN DE LA INFORMACIÓN

Si en el curso de actividades de cooperación desarrolladas en el marco del Convenio, se identifica información, equipamiento y/o equipo que requiera de protección y clasificación, las Partes deberán informar al Comité Coordinador y definir por escrito las medidas oportunas.

La transferencia de información, materiales y equipo no protegido, sin clasificar estará sujeta a la legislación nacional de cada país y su uso. Dicha transferencia deberá estar debidamente identificada

ARTÍCULO 10: COMITÉ COORDINADOR

Un Comité Coordinador formado por representantes de cada una de las partes, será responsable de supervisar y coordinar las actividades mencionadas en el Convenio, así como proponer mejores condiciones para su aplicación. Cada Parte designará un coordinador quien formará parte del Comité Coordinador. Este Comité se reunirá en las fechas y el lugar acordados para evaluar la aplicación del Convenio.

Por COLCIENCIAS se designa a la Dirección de Fomento a la Investigación, y por el CNRS se designa a la "Dirección de Europa de la Investigación y de Cooperación Internacional".

ARTÍCULO 11: PERSONAL

Las Partes acuerdan que el personal designado por cada una de las Partes, para la ejecución del Convenio, continuará bajo la dirección y dependencia de la institución a la que pertenece, manteniendo su relación laboral con ésta, por lo que no se crearán relaciones de carácter laboral con la Otra, a la que en ningún caso se considerará como patrón sustituto.

ARTÍCULO 12: ENTRADA Y SALIDA DE PARTICIPANTES

Cada Parte realizará todas las gestiones necesarias para que se otorguen las facilidades necesarias para la entrada, permanencia y salida de los participantes que en forma oficial intervengan en los proyectos de cooperación derivados del Convenio. Estos participantes se someterán a las disposiciones migratorias, fiscales, aduaneras, sanitarias y de seguridad nacional vigentes en el país receptor y no podrán dedicarse a ninguna actividad ajena a sus funciones, sin la previa autorización de las autoridades competentes en esta materia. Los participantes dejarán el país receptor, de conformidad con las leyes y disposiciones del mismo.

ARTÍCULO 13: SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS

En caso de cualquier diferencia derivada de la interpretación o aplicación del Convenio, será resuelta por las Partes de común acuerdo y de manera amistosa.

ARTÍCULO 14: DISPOSICIONES FINALES

Este Convenio se celebra por un período de tres (3) años a partir de la fecha de su firma. Tras la evaluación de los resultados de las actividades derivadas del mismo, el Convenio podrá ser renovado mediante comunicación por escrito, por un período idéntico.

Las Partes pueden en cualquier momento manifestar su deseo de darlo por terminado, por escrito con tres (3) meses de antelación.

Firmado en Cartagena, Colombia, el veintiocho (28) de octubre de dos mil once (2011) en cuatro (4) ejemplares originales, dos (2) en idioma español y dos (2) en idioma francés, siendo los textos igualmente auténticos.

POR EL CNRS

POR COLCIENCIAS

ALAIN FUCHS

JAIME RESTREPO CUARTAS

PRESIDENTE

DIRECTOR GENERAL

Por delegación

Jean-François Marini

Director de la oficina CNRS América Latina